

BAC

N° 70-71

SNCA e.i.L. Convergence

Trimestriel

e. comme *Efficacité*

1 €uro

Janvier à juin 2020

i. comme *Indépendance*

L. comme *Laïcité*

BAC N° 70-71

Bulletin des Agrégés & Certifiés

SNCA

Certifiés, Agrégés e.i.L.
Convergence

5, rue Clisson 75013 Paris
06 84 57 20 75

gc.roche@orange.fr

FR41@wanadoo.fr

www.snca-nat.fr

Sommaire

Edito : Le Covid19, p1 à 2

Dieu que la guerre est jolie, p 2

Nocivité du Ministre de l'EN, p 3

Vers la fin du Capitalisme, p 3-4

France, guerre & Pandémie, p 4

*Impressions d'un personnel de
Direction, p 5 à 9*

Communiqué, p 10 à 11

Du 25 mai 05 au 25 mai 20, p 11

Directrice de Publication

Françoise ROCHE

N° CPPAP : 09075S 06175

N° ISBN : en instance

Conception & réalisation
au siège

5, rue Clisson 75013 Paris

Editorial

Covid 19 : une pandémie prévisible mais volontairement ignorée par tous les pouvoirs politiques

Ce numéro devait être dédié à la préparation du Congrès ordinaire du SNCA e.i.L. Convergence qui était prévu début mai 2020 ; mais le covid 19 en a différé la tenue à la rentrée 2020-2021. Le confinement obligatoire et la loi d'urgence sanitaire ont donc contrarié la vie syndicale qui continue cependant sous d'autres formes.

Une pandémie qui surgit alors que les moyens pour la contrecarrer sont inexistantes pose en ce début du XXIème siècle un véritable problème. Les coronavirus sont connus depuis un certain temps et ont fait des dégâts avérés même si ils n'ont pas pris la même ampleur de ceux du coronavirus actuel. Cela n'empêche pas des chercheurs de s'intéresser aux virus à ARN, ou acide ribonucléique, auxquels appartient le covid 19.

Or, le directeur de recherche du CNRS d'Aix-Marseille a crié sa colère, le 11 mars 2020, par l'intermédiaire du média indépendant **Mr Mondialisation**. En 2003, à l'occasion de l'épidémie du **SRAS**, ou **syndrome respiratoire aigu sévère**, l'Union européenne a lancé de grands programmes de recherche pour ne pas être dépourvue en cas d'émergence d'une nouvelle épidémie. L'équipe du CNRS d'Aix-Marseille s'est lancée dans cette recherche fondamentale par opposition aux recherches appliquées. Mais, dès 2006, malgré des résultats encourageants, l'intérêt politique pour le **SARS-coronavirus** a disparu et l'Union européenne s'est désengagée de ses grands projets d'anticipation, et, en accord avec elle, les présidents SARKOZY, HOLLANDE et MACRON ont fait un « *hold-up* » sur les crédits alloués au CNRS au détriment de la recherche fondamentale sur les coronavirus. Ce sont les pouvoirs publics, à fond partisans du libéralisme économique, qui sont responsables de la pandémie de covid 19 puisque ils ont laissé à l'abandon la recherche fondamentale qui par définition se fait sur le long terme. **La pénurie insistante, humaine et financière, dans laquelle a été confinée la recherche sur les coronavirus explique qu'aucun vaccin n'a été trouvé.**

(Editorial suite et fin)

Une pandémie n'est pas la guerre comme le prétend le chef de l'Etat. **C'est une réalité biologique à laquelle on répond à l'avance par une recherche fondamentale menée avec les moyens adéquats.** Ce qui n'a pas été le cas, et consciemment. Il s'agit donc d'une gestion de la santé publique laissée à vau l'eau dont l'exécutif et le législatif portent la responsabilité et dont ils devront rendre compte au peuple souverain décimé par le covid 19.

L'impéritie du pouvoir depuis des années a un prix : celui de la déchéance définitive des responsables politiques qui ont gouverné sans prévoir.

Dieu ! Que la guerre est jolie !

« Nous sommes en guerre » a dit le Président. Et, du coup, il a pris des mesures de chef de guerre. Logique. Le virus s'est jeté sur la France comme la première Wehrmacht venue. Mais pas de fuite sur les routes de l'exil, cette année. Un confinement. Dont il faut bien sortir... Après nous avoir expliqué que le masque ne sert à rien, et qu'il est difficile de savoir s'en servir, Sibeth porte-parole du Prince, nous explique qu'un enfant de quatre ans est tout à fait capable d'en porter un... La communication de guerre est délicate.

Le Prince a décidé une reprise des activités scolaires dès le 11 mai. Pour les parents qui sont disposés à laisser leurs bambins errer dans des endroits impossibles à sécuriser. Le Ministre exige une adaptation des salles de classe qui permette de respecter la distance de sécurité, une restauration scolaire avec des règles strictes : un élève par table, et un agent pour désinfecter la table dès que le repas est fini. L'idéal serait d'affecter un agent à chaque élève...

La continuité pédagogique s'appuie sur l'utilisation de l'internet par les enseignants, les élèves et leurs parents. Comme chacun ne possède pas d'ordinateur, l'établissement est prié d'en fournir : chasse aux ordinateurs, puis port des machines à la famille nécessiteuse... Mais il faut une liaison internet ! peu importe, l'établissement pourvoira ! « madame, j'ai pas mes codes ». Pourtant distribués depuis longtemps, mais oubliés, perdus... peu importe, on va t'en redonner... « madame, l'ordi il marche pas »... pas grave, je vais t'expliquer comment le faire fonctionner...

L'Education nationale utilise des logiciels privés qui –achetés à bas prix- ne donnent guère satisfaction, et comme il n'y a pas de responsable informatique compétent, l'établissement pourvoit ! comme il peut, au prix d'innombrables heures de travail...

Casse-tête des formations en entreprise qui ne pourront s'effectuer, casse-tête de la validation des examens... reprise différenciée d'une région l'autre qui ne respecte pas le principe d'égalité, retour à l'Ecole obligatoire soumis à l'accord des parents...

La débâcle de mai 1940 provoquée par l'incompétence absolue des politiques et des militaires, sert de modèle à la débâcle actuelle, moins militaire, certes mais effet tout autant de l'incompétence des décideurs.

Plus que jamais, *capitalismus delendus est* !

La nocivité du ministre de l'Education nationale

Jean-Michel BLANQUER, soi-disant ministre de l'Education nationale, qui prétend devant les petits élèves qu'il est ministre de l'éducation, point à la ligne, a fait des enseignants ses interlocuteurs directs en passant par-dessus la tête des recteurs et des chefs d'établissements. Et surtout par-dessus la tête des syndicats y compris ceux qui sont les co-gestionnaires de service. Il parle de tout, même en opposition avec son chef de gouvernement et de son président. Intelligence artificielle, il aborde tous les sujets de l'enseignement et de l'éducation avec l'aplomb d'un robot. Il parle de la presse régionale comme de la nation enseignante, et dresse le même constat pour les documentaires de la télévision. Il s'adresse aux chefs d'établissement comme à des gestionnaires d'éducation, il annonce la fin du confinement avant le 4 juillet 2020, il fait du contrôle continu la règle d'obtention du bac, mais il prétend que le travail à la maison durant le confinement ne comptera pas car des enfants ne disposent pas du matériel nécessaire, ce qui n'aurait pas lieu s'il avait songé à les équiper à l'avance, et bla bla bla et bla bla bla ... Il va jusqu'à affirmer que l'oral du bac de français aura lieu car il pense que les profs de lettres ne sont pas ceux qui interrogent les candidats ? ! ? !

Bien que n'étant pas lui-même issu de l'enseignement laïque, avant d'être ministre de l'Education nationale il a été chef de la DGESCO (direction générale de l'enseignement scolaire) et recteur... Il a de beaux restes de son expérience de haut cadre de l'administration républicaine !

Il est nécessaire de remettre de l'ordre dans l'Ecole de la République qui doit redevenir celle des enfants du Peuple, c'est-à-dire celle qui accueille les enfants des salariés qui triment et n'ont pas de quoi finir la fin du mois, celle qui s'occupe des « décrocheurs » avant qu'ils ne décrochent, et qui se soucie plus de l'accès à la culture pour tous que des évaluations de compétition entre élèves. Qui a dit que quand la tête est pourrie le reste ne vaut pas mieux ?

Vers la fin du capitalisme ?

Depuis plusieurs lustres, le capitalisme est apparu comme la seule réponse pour permettre les progrès de la société. Les gouvernements quels qu'ils soient ont tous organisé la « gouvernance » dans le respect des lois du capitalisme, la « concurrence libre et non faussée » étant la première d'entre elles. Cela impose que l'Etat joue un moindre rôle dans les rapports publics et laisse se constituer des groupes privés qui font argent de tout. Ainsi les services publics sont remplacés par des missions de services publics qui ne font que ce qui est rentable, telles les autoroutes, ou sont dirigés par des administrations comptables qui ont pour seul but de diminuer les dépenses, tels la santé et les hôpitaux publics.

Le capitalisme mondialisé a laissé de côté des pans entiers de l'aménagement du territoire et a ruiné le tissu industriel de la France. La société en a-t-elle progressée ? La pauvreté a augmenté, les sans abris sont légions, alors que certains ont des revenus excessifs et que les inégalités sociales se creusent. La pandémie du covid 19 a révélé crûment les manques générés par l'omnipotence du capitalisme et les annonces faites au compte-gouttes par l'exécutif ne contribuent pas à redorer son blason.

Pourquoi l'industrie pharmaceutique et chimique est-elle laissée aux mains de propriétés privées qui ont pour seule ambition de rémunérer au mieux leurs actionnaires ? Du glyphosate à l'absence de vaccin pour se prémunir contre les virus à acide ribonucléique, ou ARN, dont relève le covid 19, le constat s'impose : le capitalisme ne permet pas à la société de progresser, au contraire, il la met en danger par son égoïsme et son imprévoyance. Bien entendu, les multimilliardaires des sociétés qui sont plus ou moins à l'arrêt réclament le soutien de l'Etat qui parle de nationalisation ; mais ne nous y trompons pas, il s'agit de « nationalisation de

dépannage » mais pas d'expropriation des capitalistes une bonne fois pour toutes qui permet seule de réaliser l'objectif de la *Charte de l'Amiens*, la fin du salariat. Avec la fin du covid 19, qui se profile dans quelques semaines, il faut que la mobilisation des syndicats qui veulent réellement le changement pour établir une société juste et responsable soit à l'ordre du jour pour imposer leur projet appelé à devenir la réalité de demain. Le capitalisme a vécu et ce qu'il en reste doit être détruit (*capitalismus delendus est*).

La France, la guerre et la pandémie

La France est le troisième constructeur d'armes du monde : avions bombardiers, chars lance-fusées, drones, porte-avions et hélicoptères, sous-marins atomiques, bombes en tout genre, et même des missiles bactériologiques ! Cela en fait un pays doté d'armes modernes, « conventuelles », comme on dit, ou non, en guerre d'ailleurs contre le djihadisme sub-saharien en dépit de l'opinion critique des Africains. Le chef des armées françaises, sourd à cette opinion, maintient la présence militaire qui influe sur les dirigeants locaux en mesure de donner à la France l'accès aux richesses de l'Afrique ... D'un autre côté, face aux arsenaux pleins à ras bord, les hôpitaux publics et les EPAD sont laissés depuis des lustres sous la férule comptable des ASR qui suppriment les lits, ne remplacent pas les matériels défectueux et rechignent à embaucher les personnels soignants nécessaires. Sans doute est-ce pour cela que l'Allemagne qui n'a pas de politique militaire semblable à celle de la France, fut plus apte à se prémunir contre l'actuelle pandémie. Toujours est-il que la France n'a pas été, pour sa sûreté sanitaire, aussi large que pour sa sûreté militaire étant entendu que cette sûreté-là était celle de fournir des dividendes aux actionnaires des entreprises plus ou moins privées d'armement. Quant à la recherche fondamentale, y compris dans le domaine sanitaire, elle a dû s'incliner devant les « *start up* » si prisées par le chef de l'Etat, du moins celles qui font dans le gadget coûteux et inutile. Comment lutter contre la pandémie inconnue qui depuis la fin de l'année 2019 assaille la planète avec des chars, avec des missiles atomiques et des rafales bourrés de bombes ? Le confinement comme aux vieux temps des pestes buboniques a été la parade, sans aboutir à l'immunité de masse que seul peut fournir un vaccin accepté.

L'exécutif et sa majorité parlementaire qui sait que son temps est compté, ont décidé de remettre coûte que coûte la France au travail à partir du 11 mai 2020. Pour ce faire, ils ont annoncé que le territoire national serait divisé en deux zones, la rouge et la verte en fonction de l'emprise du covid 19. Résultat : la France en rouge, vert ... et orange ! A titre provisoire, dit-on ... Tout est de la même farine : les masques de diverses propriétés, les tests de diverses variétés ce qui accroît la panique et la peur.

Quant aux élèves, là aussi c'est la stupeur : on envoie les tout petits en éclaireurs tout prétexte qu'ils sont peu touchés par le covid 19. En admettant qu'ils ne manifestent pas les signes de la maladie, ils peuvent être des porteurs sains et ramenés à la maison le virus. Et patatras !

Il y a un million de fonctionnaires à l'Education nationale : il faut bien les payer à faire quelque chose ! Voilà ce que vaut la remise du travail des petits enfants après presque deux mois de confinement.

Le confinement a coûté des dizaines voire des centaines de milliards à l'Etat, sans plan préalable, sans la moindre précaution sur l'avenir, sans anticipation pour le destin économique du pays. L'économie, ce qui fait vivre la maison des hommes, de tous les hommes !

Toujours obnubilé par la rentabilité du travail humain, car elle permet les gros dividendes et l'amas de fortunes énormes, le gouvernement français a perdu les pédales fonçant tête baissée vers le futur qui imagine semblable à son rêve de conditionnement des salariés qui fait la force, croît-il, du capitalisme.

Eh bien, non ! La pandémie a libéré la force de liberté, d'égalité et de fraternité qui anime le peuple française depuis 1789, 1793, 1830, 1848, 1871, 1936, 1944, et même 1968. La République et la souveraineté nationale se sont régénérées dans le drame qui conduit la France aux hasards du confinement puis du dé-confinement.

Quelques impressions et propos retenus par un personnel de Direction

Premier constat de la donnée numérique de la continuité pédagogique : la fragilité de l'ENT et la nécessité de construire des solutions alternatives oblige à beaucoup communiquer et à se contredire autant. Constat précurseur de communication politique à venir : un qualificatif, nébuleux tout comme la gestion hiérarchique, nébuleuse.

Premier message après quelques jours : nous avons travaillé en essayant de fournir des outils communs tout en respectant les initiatives individuelles ou de groupe. Le risque est de confronter les élèves qui sont en lien avec une dizaine de professeurs, à des pratiques assez éloignées les unes des autres. Cela ne semble pas dramatique, cela leur demandera un peu d'adaptation et aux usagers un peu d'indulgence au démarrage, mais finalement, les pratiques en classe sont aussi très diverses et les élèves finissent par s'y faire. . .

Premières réflexions : sans doute (!) des questions plus générales se poseront-elles sur l'évaluation, sur le sens des absences, sur le poids de cette période hors norme dans les processus, sans doute ... Ne pas rompre le lien avec les jeunes, continuer à les faire réfléchir et à ouvrir leurs esprits, éviter que cette période anxiogène ne les pénalise trop dans leurs apprentissages et éloigne définitivement les plus fragiles. La tâche est complexe entre exigence et bienveillance.

Première indignation: *« Je me permets de m'adresser aux représentants que vous êtes dans ce lycée. Je vous propose d'examiner la tant décriée bienveillance.*

Autant pour le réexamen du terme, dans ces circonstances, veiller- bien sur qui? pour qui? que pour apprécier son efficience...

Il ne s'agit pas d'en parler comme il s'agirait d'entonner d'hypothétiques louanges soit à l'homme qui se concentre sur son pouvoir par des passages injonctifs sur You tube, soit à ceux et celles qui font l'Ecole (qui font « l'école »), non plus, car trop souvent l'Ecole semble surtout se tourner vers une stratégie d'évitement de ceux qui la font.

Certains vont penser qu'il va probablement s'agir de rassembler le troupeau non de l'égarer.

Vous, enseignants, au moment d'une réforme du lycée et du bac, vous devez d'un coup transformer le lien et la pratique professorale. Mais que deviennent les valeurs de la note et celles de l'assiduité? L'évaluation et l'absentéisme? Evaluer par la présence et la participation ? Quelle note pour quelle absence ?

Bien sûr, s'il n'y a pas de note, il y a ...

Tout de même, cela, dans le cadre du confinement, fait fi du temps, du temps de réalisation dans un cadre virtuel mais contraint. Cela ne tient pas compte de la distance de l'enseignant qui ne peut apprécier la réalité du problème technologique (donc, social) que rencontre l'élève.

Il suffit déjà bien que, dans les dernières réformes, règne la doctrine que les pratiques enseignantes seront bousculées (« redressées »?) par les nouvelles modalités de l'évaluation. Ne se dit-il pas que tant que l'oral n'était pas devenu un critère systématique de l'évaluation jamais les professeurs de langue n'auraient développé cette partie de leur transmission!

Or, cette doxa est du même type que la trompeuse affirmation de l'élitisme républicain, chacun peut voir lors des classements des lycées qu'en matière « d'élitisme » le privé fait mieux et fera de plus en plus mieux, car ce passage du « mérite républicain » au fumeux « élitisme » ne sert pas l'Ecole de la République qui doit être aussi une Ecole Populaire.

Chacun sait déjà, s'il veut regarder les systèmes scolaires étrangers mais proches, que la mise en avant de l'Evaluation comme moyen de pilotage des troupes enseignantes ou étudiantes impose implacablement les règles d'un management et d'un contrôle pour lesquels l'officine privée sera toujours plus performante que l'institution publique.

Alors, non : dans ces circonstances, ne couplons pas dans un chariot infernal d'intrusion à distance dans les vies personnelles et de surveillance virtuelle et suspicieuse, l'absence et l'évaluation.

Si cette dernière est visible: évaluer l'effort, le travail rendu, la compréhension de la transmission qu'est ce que l'autre? L'absence à quoi? pourquoi l'absence?

Ici, tous ensemble, nous commençons notre entreprise sociale d'éducateurs, d'éducatrices par delà la distance, au delà de l'éloignement: pour que cet enseignement à distance ne deviennent pas l'énième vecteur « de la distanciation » qu'imposent à tout coup nos systèmes scolaires. Oui, être bienveillants, ne pas être sur-veillants.

Mesurons déjà l'ampleur de la tâche alors que s'impose le vocable de « distanciation sociale » pour affirmer un besoin de précaution et de résilience. Etrange paradoxe, maîtrisé (ne soyons pas dupes), qui impose une expression d'exclusion comme mesure de santé sociale ! »

Discourir avec les élèves: en leur disant qu'il est important de remercier tous les professeurs qui les accompagnent pour le travail et pour le suivi qu'ils mettent en place pour eux.

Leur écrire des remerciements pour leur implication, leur sérieux et l'attention qu'ils et elles porteront aux efforts de leurs professeurs : « *Plus que jamais, dans ces circonstances, ils et elles travaillent à distance pour votre avenir ...Pour cela, il est important qu'aucun d'entre vous ne soit à l'écart. Les uns les autres tenez vous informés, vous le faites déjà, mais tenez aussi vos professeurs au courant de vos difficultés ou de celles d'un ou d'une camarade. Si l'un d'entre eux à des difficultés avec son matériel par retour de ce message vous voudrez bien nous l'indiquer; de même, si vous avez un problème. »*

Parler aux adultes qu'ils soient parents ou usagers pour leur dire que durant les conseils de classe virtuels, arrivés très tôt pour clore le second trimestre, tous les maîtres et référents auront

pu apprécier l'excellence du travail des délégués qui avaient les bonnes informations, les bons contacts et la plus grande attention pour ceux et celles de leur classe. Avec les CPE, en effet, le rôle des délégués de classe et de leur remplaçant est essentiel dans ces circonstances. Surtout, s'ils ont connaissance de camarades qui rencontrent une difficulté technique.

Parler toujours aux adultes, enseignants ou encadrants pour souligner que cette situation extraordinaire du confinement crée une très forte sollicitation dans les foyers.

Pour le début, il semble que la mise en place de l'enseignement à distance se réalise avec patience et bienveillance.

Ainsi, pourraient être comprises les propositions de mettre en place une évaluation de qualité pour les élèves de Terminale. Mais il faut s'assurer que toutes les connections domestiques fonctionnent, mais il faut permettre aux familles de s'adapter et de reprendre leur souffle.

La mise en place d'un DST en semaine, comme les épreuves du Bac, peut paraître moins intrusif pour cette période sensible, voire difficile pour beaucoup. L'imagination s'accompagne de bienveillance, elle aussi.

S'interroger sur l'ineptie de nombreux propos, ainsi : « *Dans ce contexte inédit, il est encore trop tôt pour analyser le cycle New-Age post marxiste à tendance écolo-humaniste que certains propagent et pour le confronter au Thunbergisme sous-jacent au concept générationnel de Boomer-Pollueur, mais l'école virtuelle et numérique, la continuité dite pédagogique, les apprentissages en distanciation sociale sont aussi possiblement des vecteurs de beaucoup de formes d'emprise sur les jeunes esprits comme sur le temps d'un confinement éducatif ou pas...* ». S'interroger tout de même, car la réaction aux stupidités fait avancer, bouscule...

De même : « *Il faudra garder le moral ! L'Education Nationale a l'immense avantage comme l'hôpital de compter nombre de combattants qui honorent une institution qu'il faudra un jour réparer au lieu de la rafistoler.* »

Premier constat professionnel : « *J'assume mes fonctions dans un campus vidé de ses 2500 élèves et 270 enseignants, avec moins d'une dizaine de personnels, dans un site absolument déserté. Nous essayons d'impulser et de coordonner la dite continuité pédagogique. Nous constatons surtout la plus complète impéritie hiérarchique. Bien sûr, les ENT, marques d'une première main mise des régions sur le contenu pédagogique de l'Education nationale, ont planté...certains avaient, il est vrai, pris de l'avance depuis pas mal de semaines. En cette situation de crise l' inanité de la chaîne de décisions est, une fois de plus, affligeante...* »

Malgré tout, à distance, de jeunes enseignants se démènent :

Résumé de ce qu'a entrepris l'un d'eux :

- suivi des élèves en web séance (sur discord ou le CNED) ;
- DS donnés aux élèves et correction des copies ;
- poursuite de la progression ;
- diffusion de fiches de synthèses ;
- continuation du suivi personnalisé des élèves (langues, niveau d'excellence) ;
- Poursuite de sa propre formation à distance avec l'INSPé.

Non sans veiller :

- au nécessaire respect du RGPD pour l'utilisation de moyens de communication (pas de création de listes nominatives sur des hébergeurs non agréés RGPD par la CNIL) mais il ne l'utilise que comme moyen de transport de l'information et sans stockage ;
- à l'utilisation de Pronote comme outil d'agrégation unique des informations transmises aux élèves pour regrouper les informations données et transmises aux élèves ;
- à la nécessaire vigilance de faire remonter aux CPE les élèves avec lesquels il perdrait le contact (en cours) ;
- à la nécessité de rester mesuré dans le travail donné pour tenir dans la durée et permettre aux élèves de conserver des objectifs atteignables dans des circonstances dégradées.

Capacités à s'adapter, grande agilité intellectuelle, esprit inventif judicieusement mis à profit de ses classes : l'engagement de toute une multitude de néo professeurs. Bravo à eux !

Notes de lectures numériques : il y a une réalité que les historiens de la pédagogie connaissent bien, c'est l'immense gouffre qui sépare les déclarations d'intention, générales et généreuses, des pratiques réellement mises en œuvre.

Puissions-nous, là encore, nous en souvenir quand nos décideurs voudront nous enfermer dans la logique exclusive du « rattrapage », nous considérer comme de simples pourvoyeurs d'exercices et de fiches dans une progression idéalement linéaire qui ne vaut que pour les « bons élèves professionnels », et encore car l'exécution de tâches, même parfaitement maîtrisées, ne construit nullement un rapport de « chercheur » à la connaissance et à la culture ; elle risque même d'en interdire l'accès à tous ceux et celles qui n'auront pas entrevu, ailleurs, ce que sont le plaisir d'apprendre et la joie de comprendre... C'est pourquoi il ne faut pas seulement « donner plus à ceux qui ont moins », mais « donner mieux » : un environnement architectural et culturel de plus grande qualité, des situations plus riches et stimulantes, des groupes de travail dont la taille permette de réaliser au mieux les activités proposées, des maîtres accompagnés par une formation continue de haut niveau et capables, ainsi, de proposer des savoirs mobilisateurs tout en explicitant suffisamment leurs attentes pour ne pas écarter ceux et celles qui ne sont pas spontanément en connivence avec eux.

En réalité, tout cela renvoie à une même problématique : va-t-on se contenter, dans « l'école d'après », de promouvoir, la main sur le cœur, « *l'égalité des chances* », sans trop se soucier des conditions nécessaires pour « *saisir sa chance* », ou bien saurons-nous mettre en place tout ce qui est possible pour garantir « *l'égalité du droit d'accès à l'éducation* » ?

Cette réflexion, ce constat impose de mettre en place des politiques radicalement différentes en matière de mixité sociale dans les établissements, d'éducation prioritaire, de bourses d'études ou de formation et d'accompagnement des enseignants. C'est une véritable mutation à laquelle nous sommes appelés et qui devrait permettre de créer de véritables liens de confiance entre l'école et les familles qui en sont les plus éloignées : donnera-t-on, enfin, du temps et des moyens aux enseignants pour cela ? Reconnaîtra-t-on, enfin, la nécessité de décharger les professeurs principaux, de leur fournir un bureau et un téléphone professionnel, pour qu'ils puissent réellement jouer leur rôle d'interface et maintenir un contact continu avec les élèves et leurs parents ? Certes, cela représente un investissement financier significatif, mais peut-être la crise actuelle nous permettra-t-elle de comprendre que cet investissement représenterait, en réalité, une économie considérable, au regard du coût social de l'échec scolaire ? Et puis, il faudra aussi, enfin, se poser la question de la répartition du budget au sein de l'Éducation nationale : n'est-il pas temps de changer de priorité et, plutôt que d'investir dans les

filières élitistes – celles qui sélectionnent avant de former –, de donner la priorité aux filières d'excellence – celles qui forment avant de sélectionner.

En ces moments où tous les regards sont tournés vers l'hôpital, justement souvenons de ce constat des années soixante, déjà : « *L'école se comporte comme un hôpital qui, pour améliorer ses résultats, soignerait les bien-portants et se débarrasserait des malades* ». Redire que tout système scolaire axé sur l'évaluation est fondamental centripète.

Il faut remettre au centre, en permanence.

Françoise ROCHE Thierry DRUAIS Secrétaires généraux

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T 0153940753

FR41@orange.fr / gc.roche@orange.fr www.snca-nat.fr

COMMUNIQUE

Le SNCA e.i.L. Convergence et la MLDS de VERSAILLES

Le 4 mars 2020, l'Intersyndicale MLDS-VERSAILLES a été reçue, à sa demande, par le chef du SAIO. Souscrivant complètement au communiqué de presse de l'Intersyndicale suivant cette rencontre, le SNCA e.i.L. Convergence qui fut en tête des initiatives pour la MLDS a l'intention d'apporter son point de vue particulier sur les conclusions qu'il tire de cette audience.

Le chef de service a commis trois lapsus révélateurs : **coordonnateur**, au lieu de **coordin**ateur, un **supérieur hiérarchique** que serait un coordinateur départemental, le **juge** qui **est bête** quand il rend la justice au bénéfice des élèves doublant pour obtenir leur bac ...

Manifestement, ce chef de service ne connaît rien à la MLDS ; cette dame a nié l'attribution au rectorat de la part destinée à verser la prime de certification aux titulaires de la CPIF et aux CDI de la MLDS alors que les caisses sont abondées depuis janvier 2020 ; elle a, d'autre part, attribué une valeur législative induue à une circulaire rectorale qui prétend que les enseignants-coordonateurs doivent être dans les plates-formes d'accueil (PDA de début d'année) au mépris du référentiel de la profession qui, lui, est dans le *Code de l'Education* et pose simplement le partenariat éventuel des enseignants-coordonateurs avec les psys d'Education nationale ; Madame le chef de service du SAIO ne sait pas que les enseignants coordinateurs sont, comme leur nom l'indique, des enseignants à part entière, c'est-à-dire, des **professeurs**, et ne sont pas sous la tutelle des psys de l'Education nationale.

De tout cela, il appert que la CSAIO ne peut être le chef de service de la MLDS, qu'il faut un service rectoral particulier de la MLDS, confié à des agents qui savent que la MLDS est toujours une mission prioritaire de l'Education nationale et que les enseignants coordinateurs s'inscrivent dans le droit commun qui est celui de professeurs.

Le SNCA e.i.L. Convergence rappelle ses précédentes revendications toujours non satisfaites :

- la CPIF doit être un concours de recrutement comme les autres,
- la CPIF doit être mise au concours de l'agrégation,
- il faut un corps d'inspection CPIF.

Pour en revenir à la séance du 4 mars 2020, il est urgent de traiter le cas de Jamal HADIR. Celui-ci est secrétaire national du SNCA e.i.L. Convergence et de la Fédération EIL Il a demandé et obtenu le poste vacant sur le bassin de Boulogne-Billancourt. A peine arrivé, il a été menacé par le **coordinateur** départemental qui se prend pour un **coordonnateur** ayant le droit de terroriser ses collègues. Jamal HADIR a porté plainte et a ensuite, à sa demande, été reçu par le CSAIO qui lui a expliqué que le coordinateur départemental contacté par téléphone refusait de présenter ses excuses ... Et cela en est resté là ! Très affecté par cette dérobade de son chef de service, Jamal HADIR a été soigné et mis en arrêt de travail par son médecin particulier. Le médecin du rectoral a confirmé le mal être de notre collègue. La situation dure depuis des mois avec **un enseignant coordinateur maltraité et un autre impuni**.

Lors de la réunion avec l'Intersyndicale-MLDS Versailles, le CSAIO a persévéré dans son déni diffamant de prendre parti en invoquant une remise en place non aboutie de Jamal HADIR dans son ancien bassin et un problème avec un hypothétique élève ... Ce qui prouve, avec les lapsus précités, que Madame le CSAIO de Versailles ne comprend rien à la MLDS !

Le SNCA e.i.L. Convergence et la Fédération EIL assurent Jamal HADIR qui vient d'être promu au grand choix, de leur soutien, de leur solidarité et de leur fraternité républicains : le droit doit être respecté par tous, en particulier par l'employeur qui se doit de veiller à la santé et à la sécurité de ses employés. Plier devant les caprices du clientélisme de supérieurs recrutés sur profil défini en dehors de toutes les règles législatives est contraire à l'esprit des services publics.

Blois, le 26 avril 2020

Le secrétariat national du SNCA e.i.L. Convergence

25 mai 2005-25 mai 2020

Voilà quinze ans que le Peuple de France a voté **NON** au projet constitutionnel de l'Union européenne ; et cela fait quinze ans que les dirigeants font comme si un NON valait un OUI ! Il est urgent de débarrasser la Constitution de 1958-1962 des oripeaux ajoutés par l'UE. Après, la Nation verra à changer ou non de constitution républicaine.